



République Centrafricaine
Unité – Dignité – Travail

Ministère du Plan, de l'Economie,
et de la Coopération Internationale

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR FRANCOIS BOZIZE
YANGOUVOUNDA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT
Devant la Commission des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix**

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi et ma délégation d'avoir l'opportunité de m'adresser à cette auguste Assemblée. Je voudrais tout d'abord vous remercier d'avoir bien voulu répondre à la sollicitation de la République Centrafricaine pour l'appui de la Commission et de nous avoir invité à participer à cette rencontre. Je voudrais ensuite remercier le Japon et le Bureau d'appui pour la Consolidation de la paix, en particulier la Sous-Secrétaire générale, Madame Carolyn McAskie, pour le rôle qu'ils ont joué pour la considération de la RCA parmi les pays dont s'occupe la Commission de Consolidation de la Paix.

La République Centrafricaine sort d'un long cycle de crises militaro-politiques récurrentes qui ont fragilisé le tissu économique et social et instauré un climat d'insécurité sur toute l'étendue du territoire. Depuis quelques années, les nouvelles autorités nationales issues du changement politique intervenu en mars 2003 ont déployé des efforts considérables pour sortir le pays de cette situation, par leur travail dans les secteurs du relèvement économique, de la réforme de l'État et du renforcement de ses institutions administratives, judiciaires et sociales, ainsi que dans l'amélioration de la situation politique et sécuritaire, y compris le respect des droits humains. Dans ce cadre, nous avons établi des contacts et signé

des accords de paix avec tous les différents groupes armés, le dernier en date étant celui avec l'APRD signé le 9 mai 2008, et nous avons nous-mêmes invité la Cour Pénale Internationale à venir travailler avec la République Centrafricaine.

Cependant, en dépit de ces efforts et des résultats appréciables, beaucoup reste encore à faire. Les différentes négociations entamées en vue de la préparation d'un dialogue politique inclusif ont permis d'avancer vers la signature imminente d'un accord global avec tous les groupes politico-militaires. Nous restons plus que jamais convaincus que sans ce dialogue national, aucune vraie solution ne pourra être dégagée dans notre pays. C'est pourquoi, le Gouvernement Centrafricain est résolu à investir beaucoup de moyens matériels et humains pour bâtir sur ce processus afin de stabiliser la paix retrouvée. A cet effet, une équipe d'experts centrafricains a été désignée et est déjà à pied d'œuvre pour pouvoir atteindre les résultats escomptés dans les meilleurs délais. Nous comptons sur l'appui de la Commission de Consolidation de la Paix pour les accompagner, à moyen terme. Ainsi donc, Excellences, Mesdames et Messieurs, je réitère le souhait déjà exprimé par la République Centrafricaine de figurer à l'ordre du jour de la Commission.

La Belgique a exprimé sa disponibilité pour présider la Formation de suivi de la République Centrafricaine au sein de la Commission. Le Gouvernement centrafricain, à travers son Ambassadeur à l'ONU, a appuyé cette louable initiative. Je tiens à réaffirmer ici cette décision et remercie vivement le Royaume de Belgique, pour l'appui qu'il n'a cessé de nous apporter, notamment par la contribution des experts belges qui ont participé au Séminaire National sur la Réforme du Secteur de la Sécurité, plus récemment en avril 2008.

Avant de terminer, je me dois de faire une mention spéciale au Fonds de Consolidation de la Paix qui nous a accordé un appui financier appréciable pour la préparation de notre dialogue politique inclusif. Actuellement, le Fonds poursuit son soutien en appuyant les programmes prioritaires dans les domaines de la réforme du secteur sécuritaire, ^{le DDR,} et du renforcement de la bonne gouvernance, à notre grande satisfaction. A cet égard, je tiens à rassurer la Commission que les recommandations faites au Gouvernement centrafricain seront prises au sérieux et que l'aide allouée sera utilisée à bon escient.

Enfin, je voudrais terminer en invitant la Commission à visiter la République Centrafricaine afin de s'imprégner des réalités centrafricaines et de mieux appréhender les problèmes qui se posent dans la vie quotidienne du peuple centrafricain.

Je vous remercie.